

Brochure n° 3254

Convention collective nationale
IDCC : 993. – **PROTHÉSISTES DENTAIRES
ET PERSONNELS DES LABORATOIRES
DE PROTHÈSES DENTAIRES**

ACCORD DU 30 OCTOBRE 2018
RELATIF À LA DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR DE COMPÉTENCES
(OPCO)

NOR : ASET1950822M
IDCC : 993

Entre :

UNPPD,

D'une part, et

FNISPAD ;

FSS CFDT ;

FSPSS FO ;

FSAS CGT ;

UNSA santé sociaux,

D'autre part,

L'article 39 de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel prévoit la mise en place d'opérateurs de compétences (OPCO) à compter du 1^{er} janvier 2019, en remplacement des organismes paritaires agréés (OPCA) qui disparaissent au 31 décembre 2018.

Les partenaires sociaux signataires du présent accord prennent acte de la transformation des organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA) en opérateurs de compétences (OPCO) au 1^{er} janvier 2019 et de l'obligation de transmettre à l'administration au plus tard le 31 décembre 2018 l'accord de désignation de l'OPCO de la branche.

Ces nouveaux organismes ont principalement pour missions :

- d'assurer le financement des contrats d'apprentissage et de professionnalisation, selon les niveaux de prise en charge fixés par les branches ;
- d'apporter un appui technique aux branches adhérentes pour établir la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences et pour déterminer les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage et des contrats de professionnalisation ; d'assurer un appui technique aux branches professionnelles pour leur mission de certification ;
- d'assurer un service de proximité au bénéfice des TPME, permettant d'améliorer l'information et l'accès des salariés de ces entreprises à la formation professionnelle et d'accompagner ces entreprises dans l'analyse et la définition de leurs besoins en matière de formation professionnelle.

L'agrément est accordé aux opérateurs de compétences en fonction notamment de la cohérence et de la pertinence économique de leur champ d'intervention.

Dans cet esprit, le récent rapport issu de la mission confiée à MM. Bagorski et Marx préconise la constitution de 11 OPCO basés sur la « cohérence et la pertinence économique de leur champ d'intervention » et à préconiser la création d'un opérateur de compétences des services de proximité et de l'artisanat « 10 », regroupant les secteurs des professions de l'artisanat, des professions libérales, de l'hôtellerie et du tourisme.

Sur ces bases, les partenaires sociaux des laboratoires de prothèse dentaire, confirment leur volonté de rester dans le secteur de l'artisanat et notamment celui de la fabrication et des services.

C'est pourquoi, les partenaires sociaux signataires du présent accord conviennent :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale suivante :

- prothésistes dentaires et personnels de laboratoires de prothèse dentaire (n° 3254, IDCC 0993).

Article 2

Choix de l'OPCO

Les organisations signataires du présent accord désignent en tant qu'opérateur de compétences l'OPCO regroupant les secteurs de l'artisanat et des professions libérales qui sera agréé sur la base de l'OPCA PEPSS.

Article 3

Durée, date d'application et révision

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il est applicable à compter du 1^{er} janvier 2019.

Il peut être révisé dans les conditions légales.

Article 4

Stipulations spécifiques à destination des entreprises de moins de 50 salariés

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques telles que visées par l'article L. 2232-10-1 du code du travail à l'attention des entreprises de moins de 50 salariés et considèrent que les dispositions de cet accord doivent bénéficier aux salariés relevant de la convention collective et ce quelle que soit la taille de leur entreprise.

Article 5

Dépôt et extension

Le présent accord fera l'objet de formalités de dépôt conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, auprès du ministre chargé du travail.

Fait à Paris, le 30 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)